



Passe rail : Se donner les moyens ? La Douane est un instrument !



Un contexte favorable ?

Le 4 septembre, le président de la République annonce lors de son interview par un vidéaste en ligne être favorable à un *Passe rail*¹. En « disruptant » de la sorte le soir de la rentrée des classes, la ficelle est grosse quant à une velléité d'ouvrir une nouvelle page sociale, alors que le coup de force antidémocratique de la contre-réforme des retraites est encore dans toutes les têtes.

Néanmoins, nous saisissons la balle au bond (Coupe du monde de Rugby à XV oblige !), parce qu'en tant que douaniers nous avons un nécessaire complémentaire d'information à effectuer.

En tant que syndicat de transformation sociale, SOLIDAIRES Douanes suit de près les questions écologiques.

- Ainsi, sur le plan économique, nous sommes favorables à la relocalisation des activités agricoles et industrielles. C'est en enjeu à la fois de développement que de souveraineté.
- Sur le plan commercial, nous sommes favorables à une décarbonation dans les modes de transport, notamment via l'usage du ferroutage³ et du fluvial.

Les pouvoirs publics français sont sommés de réagir.

- **D'abord politiquement**, puisque l'actualité météorologique des mois de juillet-août aboutit à une prise de conscience avec les événements exceptionnels qui se succèdent : canicules et incendies, averses et inondations, grêle, tornades, amplitudes de température de dizaines de degrés en 24h.
- **Ensuite juridiquement** puisque l'État a été condamné à 2 reprises pour *inaction climatique* contrevenant à la signature de l'Accord de Paris :
 - d'abord par le Conseil d'État en novembre 2020,
 - puis par le Tribunal administratif (TA) de Paris en octobre 2021².



Un Gouvernement non exemplaire jusqu'à présent !

De fait, philosophiquement, l'idée d'un forfait à prix modéré et à vocation nationale est très intéressante. Mais, là encore, pour que cette proposition fasse consensus et puisse être mise en œuvre, il importe de lever les freins institutionnels et budgétaires !

Institutionnellement, l'État employeur ne montre pas forcément l'exemple. C'est le cas de la « haute » administration de la Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) qui :

- est passive en ne relayant ni n'appuyant nos demandes de prise en charge à 100% formulées il y a déjà plusieurs années...
- ... voire est active dans le mauvais sens du terme en refusant la prise en charge de passes transports, même votés par des Collectivités (par exemple à Marseille)⁴ !

Budgétairement, le Gouvernement engage depuis 4 ans un chantier de transfert/abandon des missions fiscales (TMF), de la DGDDI vers la Direction générale des Finances publiques (DGFiP). Ce chantier, un temps suspendu avec la crise sanitaire a repris fin 2020. Chaque taxe transférée révèle un manque à gagner dans les caisses (~-20 à -40%). Le motif est simple : l'administration d'accueil des nouvelles missions (la DGFiP) supprime elle-même tous les ans des centaines voire des milliers de postes ! De fait il n'y a ni formation, ni moyens dédiés, ni contrôles physiques possibles. Or la Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), 2^e voire 1^{ère} ressource financière des collectivités régionales, fait partie du lot des taxes transférées ! Certes, suite à notre interpellation des élus, le transfert de la TICPE fut pour partie suspendu fin 2022 pour 1 an (2024 → 2025, cf p2). Il est urgent de sécuriser les recettes à long terme des Collectivités !

Fin 2022, dans la loi de Finances 2023 (LF2023), le Gouvernement reportait le transfert du contrôle de la TICPE au 1^{er} janvier 2025. Mais ce projet néfaste demeure ! **Fin 2023, si le Gouvernement entend garantir un financement de long terme du passe rail, il importe de pérenniser à la DGDDI la TICPE.** En cohérence, il doit donner à l'Administration des Douanes et Droits indirects les moyens de l'ambition gouvernementale...

1 Source : https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/transports-emmanuel-macron-favorable-a-un-pass-rail-sur-le-modele-allemand-dans-les-regions-qui-y-sont-favorables_6043313.html

2 Sources : <https://www.conseil-etat.fr/actualites/emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-le-gouvernement-doit-justifier-sous-3-mois-que-la-trajectoire-de-reduction-a-horizon-2030-pourra-etre-respectee> et <http://paris.tribunal-administratif.fr/Actualites-du-Tribunal/Espace-presse/L-Affaire-du-Siecle-l-Etat-devra-reparer-le-prejudice-ecologique-dont-il-est-responsable>

3 Pour un état des lieux, voir nos homologues de SUD Rail : <https://sudrail.fr/MACRON-et-la-poudre-aux-yeux-de-ses-engagements-ferroviaires>

4 Source : <http://solidaires-douanes.org/Gratuite-transports-en-commun> (notre communiqué *La Direction entrave la décision d'une collectivité* !)





Annexe : Récapitulatif de la contre-réforme fiscale – l'hécatombe !

Conséquences du transfert des missions fiscales (TMF) sur les emplois et les recettes !

a) **Présentation** : Entre 2019 et 2027, la Douane va perdre 81 milliards d'euros de recettes fiscales. Des centaines de postes directs ont été d'ores et déjà supprimés dans les sites annoncés⁵; auxquels s'ajouteront les emplois des recettes interrégionales (RI), services régionaux d'enquête (SRE), pôle d'action économique (PAE), etc ?

b) **Position syndicale** : *SOLIDAIRES Douanes est fondamentalement opposé aux transferts de taxes de la DGDDI vers la DGFIP/DAM. Les missions fiscales douanières font partie de notre cœur de métier et nous nous battons pour les garder au sein de notre administration ! L'expertise des personnels des Douanes reste indispensable pour garantir le bon fonctionnement de l'État et le financement des Collectivités... donc du service public ferroviaire !*

Taxes DGDDI	Recettes en milliards d'€ (chiffres 2019)	Nombre d'emplois estimés	Administration d'accueil		Calendrier		
			Assiette & contrôle	Recouvrement			
BNA (Boissons Non Alcooliques)	0,50	150 non comptabilisés !	Direction Générale des Finances Publiques (« Fisc »)	DGFIP	01/01/2019		
TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes)	0,722				122,1 en 2021	DGFIP	01/01/2020
TGAP (Taxe Générale sur les Activités Polluantes) composante déchets							
TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) pétrole	11,407						01/01/2021
TSVR (Taxe sur les Véhicules Routiers)	0,181						
DAFN (Droit Annuel de Francisation des Navires) Droit de passeport sur les navires	0,045	198,3 en 2022	DAM Direction des Affaires Maritimes (« AffMar »)	DGFIP			
TICFE (Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité)	10,263	198,3 en 2022 & 7,6 en 2023 (recouvrement des amendes judiciaires)	DGFIP	DGFIP	01/01/2022		
TICGN (Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel)							
TICC (Taxe Intérieure sur les Charbons, houilles, lignites et Cokes)							
TVAI (Taxe sur la Valeur Ajoutée à l'Import)	6,292						
CI (Contributions Indirectes)	17,638	23,5 en 2024 (transfert recouvrement CI)	DGDDI	DGFIP	01/01/2024		
TSC (Taxe Spéciale de Consommation DOM)	0,554	109,1 en 2025 (transfert TICPE)			01/01/2025		
TIRUERT (taxe incitative relative à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports ; ex-TIRIB - Taxe Incitative Relative à l'Incorporation de Biocarburants)	33,321	77,4 en 2026 (transfert restes à recouvrer [RAR] des taxes/amendes ; remboursements TICPE)	DGFIP	DGFIP	01/01/2026		
TICPE (Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques)							
Total taxes transférées	81 Mds € (80,923)	Au moins 700 emplois (695,5)			2019-2027		
Droits de Douane	2,248	Aucun renfort actuellement n'est prévu	DGDDI	Direction générale des Douanes et Droits indirects (« Douane »)			
Octroi de mer	1,372						
Droits de ports	0,556						
Autres	0,494						
Total taxes qui resteraient perçues par la DGDDI	4,67 Mds €	NC			2027		

En 2027 : -95% taxes perçues par la DGDDI !

⁵ Sources : documents DG (Groupes de Travail des 20/10/2020, 24/03/2021, 10/10/2022 et 12/05/2023).
Détails ici <http://solidaires-douanes.org/Guide-restructurations> et là : <http://www.solidaires-douanes.org/GTM-transfert-taxes>



Syndicat SOLIDAIRES Douanes

93 bis rue de Montreuil – boîte 56 – 75011 PARIS

<http://solidaires-douanes.org/>

/ contact@solidaires-douanes.org

/ SolidairesDouanes

/ + 33 (0)1 73 73 12 50

/ SolidR_DOUANES

2/2

/ solidaires_douanes